

Plan IV de lutte contre la chlordécone

Synthèse finale de la consultation en ligne

Préfecture de Martinique - Décembre 2020

DONNÉES INTRODUCTIVES	3
Méthodologie	4
DONNÉES LIÉES À LA CONSULTATION	6
Données clés	7
Répartition de la participation de la consultation selon les stratégies	8
Focus sur les propositions du Plan IV de lutte contre la chlordécone	9
CARTOGRAPHIE EXHAUSTIVE	13
PROPOSITION 1 - STRATÉGIE RECHERCHE	14
PROPOSITION 2 - STRATÉGIE FORMATION-ÉDUCATION	20
STRATÉGIE SANTÉ - ENVIRONNEMENT - ALIMENTATION	24
PROPOSITION 3.1 - Enjeu Santé	24
PROPOSITION 3.2 - Enjeu Environnement	27
PROPOSITION 3.3 - Enjeu Alimentation	31
PROPOSITION 4 - STRATÉGIE SANTÉ-TRAVAIL	35
PROPOSITION 5 - STRATÉGIE SOCIO-ÉCONOMIQUE	39
PROPOSITION 6 - STRATÉGIE COMMUNICATION	43
FOCUS - PLAN IV DANS SON INTÉGRALITÉ	47
FOCUS - GOUVERNANCE ET BUDGET	50

DONNÉES INTRODUCTIVES

Méthodologie

La note ci-dessous présente la manière dont est réalisée la synthèse de la consultation par les équipes de Cap Collectif. La synthèse est composée de plusieurs éléments :

- **Une analyse quantitative** réalisée à partir des données quantitatives de la consultation : nombre de participants, nombre de votes (“d’accord”, “pas d’accord” et “mitigés”) sur les propositions, nombre d’arguments déposés en réaction à ces propositions.
- **Une cartographie exhaustive** de l’ensemble des contributions déposées sur la plateforme. Pour parvenir à cette cartographie, la totalité des contributions est lue et intégrée (à l’exception des contributions hors sujet, modérées ou incompréhensibles) :
 - Les contributions sont regroupées au sein d’une section avec d’autres contributions dont le fond du propos est similaire. Le titre du regroupement synthétise son contenu ;
 - Les contributions sont requalifiées et déplacées dans d’autres thèmes ou catégories lorsqu’elles avaient été déposées au mauvais endroit (à titre d’exemple, des arguments “pour” une proposition sont parfois déposés dans la colonne “contre”).
 - Des arguments qui ne sont ni “pour”, ni “contre” la proposition, mais expriment un avis critique sont pris en compte et classés comme des “points de vigilance”, “points d’éclairage” ou des “conditions de mise en œuvre”.

En aucun cas il ne s’agit d’une analyse sur le fond, en opportunité, ou en pertinence, de ce que les participants auront dit.



DONNÉES LIÉES À LA CONSULTATION

Données clés

En Martinique, sur l'ensemble des visiteurs (19487), 724 citoyens se sont inscrits en créant leur compte sur la plateforme, soit **3,7 %**.

Sur l'ensemble des inscrits (724), 571 citoyens ont contribué sur au moins l'une des six stratégies, soit **78,9 %**.

Évolution de la participation

	S+1	S+2	S+3	S+4
Inscrits	90	242	317	577
Participants	67	184	248	450
Votes	414	1238	1689	3293
Arguments	110	307	404	619

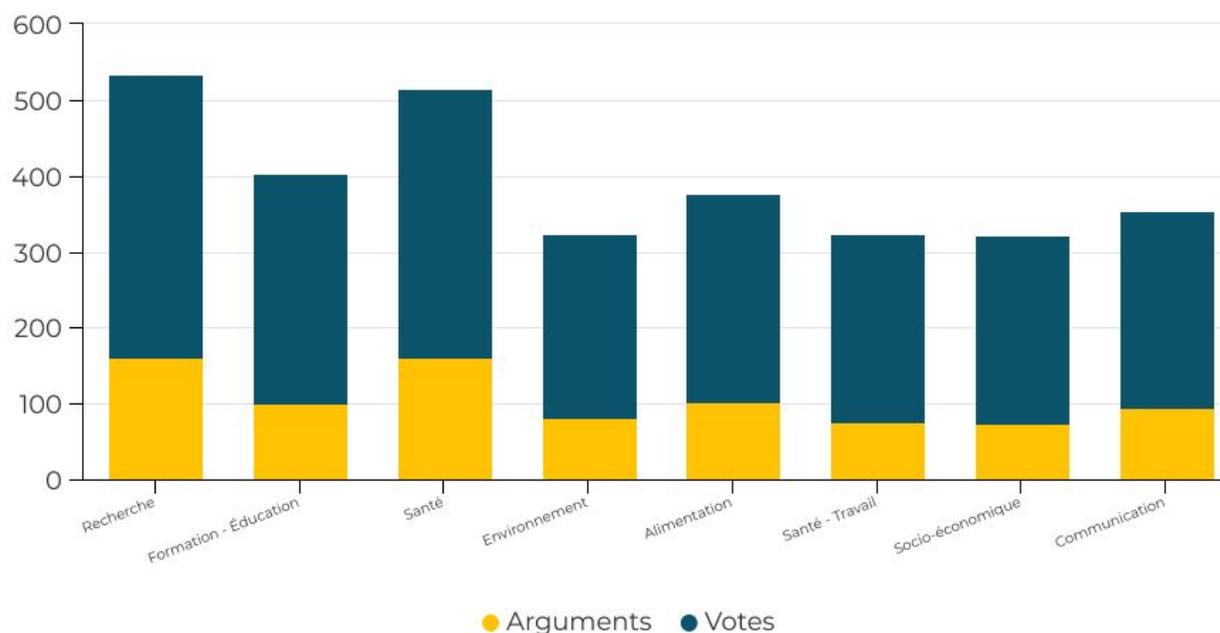
Entre le 19 novembre et le 20 décembre, ont été déposés sur la consultation Martinique :

- **861 contributions** dont :
 - 8 propositions initiales de la Préfecture de Martinique
 - 853 arguments
- **4411 votes**

Répartition de la participation de la consultation selon les stratégies

Les participants avaient la possibilité de contribuer sur les six stratégies du projet de plan IV du plan de lutte contre la chlordécone de manière non exclusive.

Sur chacune des stratégies, les participants avaient la possibilité de voter et d'argumenter.



Focus sur les propositions du Plan IV de lutte contre la chlordécone

La consultation permettait la soumission des six stratégies du projet de plan IV de lutte contre la chlordécone à l'avis citoyen. C'est sur ces propositions dites "initiales" que les citoyens ont pu participer via les modalités de votes et d'arguments. La publication de ces propositions a pu permettre de lancer des débats rapidement sur la plateforme et d'identifier des points de consensus et des points de dissensus sur certaines stratégies ou actions proposées.

Première analyse :

De manière générale, les votes sont en majorité en soutien des mesures proposées par l'État. Avant d'analyser plus longuement les arguments déposés, ce signe est plutôt positif pour le Plan IV et devrait permettre de rassurer les décideurs politiques de cette consultation.

La stratégie Recherche a reçu moins de votes positifs que les autres et la stratégie Communication a également reçu un nombre plus important de votes négatifs. Un travail approfondi pourra être mené sur ces deux thématiques afin d'aboutir à des propositions plus consensuelles, notamment en prenant compte des contributions citoyennes.

Enfin, il est assez intéressant de voir que les propositions de la consultation Martinique ont reçu beaucoup de votes mitigés. Cela s'explique grandement, après lecture des arguments, par le fait que la population soutient toute action qui pourra être faite pour aider le territoire à lutter contre cette pollution, mais que le manque de confiance envers l'État, d'ambition du plan ou d'actions concrètes ne permet pas de déposer des votes massivement pour. Après analyse des arguments, et cela se voit dans la cartographie des contributions, en majeure partie, les participants ne se sont pas positionnés pour ou contre les propositions, mais ont plutôt essayé de questionner, d'approfondir et d'aller plus loin que les propositions qui leur étaient soumises.

1 - Stratégie Recherche



Vote pour Vote mitigé Vote contre

2 - Stratégie Formation-Éducation



Vote pour Vote mitigé Vote contre

3.1 - Santé des populations



Vote pour Vote mitigé Vote contre

3.2 - Environnement



Vote pour Vote mitigé Vote contre

3.3 - Alimentation



Vote pour Vote mitigé Vote contre

4 - Stratégie Santé- Travail



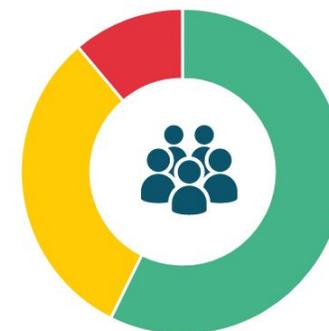
Vote pour Vote mitigé Vote contre

5 - Stratégie socio-économique



■ Vote pour ■ Vote mitigé ■ Vote contre

6 - Stratégie Communication



■ Vote pour ■ Vote mitigé ■ Vote contre

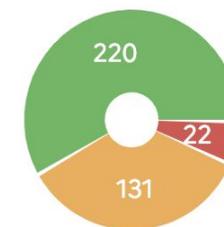
CARTOGRAPHIE EXHAUSTIVE

Dernière partie de ce document (et non des moindres) : la cartographie exhaustive de l'intégralité des contributions déposées sur la plateforme. Celle-ci vise à donner une vision complète de ce qui s'est dit via les contributions déposées sur la consultation sur chaque axe. Cette cartographie permet également de montrer aux participants que l'ensemble des contributions ont été prises en compte.

Pour la réaliser, l'intégralité des contributions est lue et y est retranscrite : les contributions similaires sont regroupées, et des reclassements sont faits.

Les propositions sont celles proposées par les Préfectures dans le cadre du projet de plan IV de lutte contre la chlordécone. Pour chaque proposition, on retrouve le détail des votes, ainsi que des familles d'arguments et leur détail, lorsque le niveau de détail le permet.

PROPOSITION 1 - STRATÉGIE RECHERCHE



Arguments POUR

- **Soutien à la stratégie :**
 - Les actions prévues sont intéressantes
 - Cette démarche est incontournable
 - Tout ce qui peut améliorer la santé est bienvenu
 - La recherche permet d'avancer vers la reconnaissance de cette crise sanitaire
 - Il est nécessaire d'effectuer des recherches scientifiques pour mieux comprendre les effets
- **Les bénéfices de la stratégie :**
 - Poursuivre les études scientifiques, notamment ceux de la cohorte Timoun dont l'enjeu est majeur pour le développement des enfants
 - Le développement de méthodes analytiques rapides et peu coûteuses pour la détection et la quantification de la chlordécone est fondamentale pour la population

Arguments CONTRE

- **La recherche ne suffit plus, il est temps de passer à l'action :**
 - Après la recherche, le souhait de passer aux actes
 - Continuer la phase de recherche, c'est différer la phase d'évaluation et de mise en oeuvre des actions
 - La preuve n'est plus à faire sur le lien de cause à effet entre l'exposition et les maladies subies à reconnaître comme maladie professionnelles
- **La lenteur des recherches exprime un refus de l'État d'admettre sa responsabilité dans ce scandale sanitaire**
- **Critique des colloques :**
 - Les colloques et observateurs ne sont pas nécessaires, tout est déjà connu
 - Envisager des réunions en visioconférence pour ne pas dépenser trop sur ces réunions

- Soutiens nombreux aux points 4, 5 et 6
- La plateforme locale d'analyse valorise les biologistes antillais et augmente la réactivité et l'accessibilité des tests
- Les colloques internationaux privilégient les études étrangères en général de pays non concernés et a priori à charge
- **Il n'y a aucune proposition pertinente, concernant le milieu marin dans la stratégie de recherche**
- **Le budget est insuffisant :**
 - L'enveloppe prévue ne peut prendre en compte toutes les problématiques chlordécone et ne pourra pas satisfaire tous les besoins

Conditions de mise en oeuvre

- **La mise en place d'une gouvernance locale, indépendante :**
 - **La mise en place d'une gouvernance locale :**
 - La mise en place d'une gouvernance locale semble plus pertinente
 - S'appuyer sur des chercheurs martiniquais
 - Intégrer la participation de la société civile dans le comité national scientifique
 - Associer au moins une personne civile aux recherches
 - Décliner un pilotage plus local permettant de ne pas perdre le fil sur l'avancement des travaux et rester proche des enjeux du territoire Martiniquais
 - Les recherches devraient se faire en Martinique à l'Université et au CHUM
 - **Revendiquer l'indépendance des travaux de recherche :**
 - Garantir la démarche par une parfaite indépendance de l'ensemble des organes et intervenants
 - Cette stratégie doit être complétée et pilotée par des professionnels dont l'éthique demeure impartiale sous l'égide d'un comité d'experts martiniquais accompagné par l'État
 - S'assurer que les acteurs de recherche n'ont pas de conflits d'intérêts avec l'industrie agro-alimentaire et les producteurs de

pesticides

- Permettre à la population de juger de l'efficacité du Comité de pilotage scientifique national
- Permettre à une sélection de citoyens indépendants de contrôler les lobby économiques qui participent au CloReCa
- Éloigner la politique de toutes interventions dans cette démarche

- **Accompagner les travaux de recherches d'une information transparente et claire :**

- La recherche doit être accompagnée de concertation publique et d'informations claires
- Informer régulièrement la population des avancées de la recherche
- Pouvoir accéder aisément aux résultats des travaux des "experts"
- Démystifier le sujet, soigner une communication accessible à tous
- Seule une information claire permet de retrouver la confiance des populations désabusées
- Accélérer le calendrier avec des points d'étape fréquents
- Vulgariser la recherche
- Créer une institution de recherche, d'information et de formation locale sur le sujet avec un site physique, un organigramme précis, un budget alloué
- Mener des campagnes de prévention active
- Rendre accessible les colloques internationaux et les résultats des études scientifiques et en faire l'objet d'une information au public (réunion, séminaire, réseau public (radio, télé))
- Centraliser sur un site internet les liens d'accès à toutes les recherches effectuées sur l'amélioration de la connaissance

- **Multiplier les opportunités d'enrichir la recherche :**

- Mettre en place une structure dédiée à la problématique du chlordécone
- Développer le partenariat avec les autres îles de la Caraïbes et les pays d'Amérique du sud qui partagent des problématiques similaires
- Associer des chercheurs internationaux et locaux dans le cadre de projets de coopération
- Faire appel à des étudiants chercheurs
- Faire appel au CEA qui a des compétences en matière de décontamination des sols pollués
- Encourager la recherche transversale afin d'étudier les impacts sociétaux et socio-économiques de l'empoisonnement à la chlordécone
- Intégrer des disciplines scientifiques et de sciences humaines dans les recherches
- Accompagner la formation des étudiants chercheurs de l'université des Antilles dans cette spécialité

- Associer les collectivités locales, les professions médicales, le secteur économique plus spécifiquement le secteur agricole aux travaux de recherche
- **Impliquer la population locale dans les expérimentations à la recherche de solutions :**
 - Proposer à chaque citoyen la possibilité de tester une parcelle avant sa mise en culture localement
 - Mener des expérimentations dans les milieux contaminés (plantes aquatiques dépolluantes, chanvre...)
 - Renforcer la résilience des populations
 - Tous ceux qui le souhaitent doivent être associés à l'organisation des recherches
- **Mettre la recherche au service de solutions opérationnelles concrètes :**
 - Il est nécessaire de décliner les travaux de recherches en actions concrètes
 - Utiliser la recherche pour trouver des solutions de dépollution des sols
 - Accélérer les recherches sur le développement d'une enzyme ou d'une bactérie avec ingénierie génétique qui permettrait de séquestrer la chlordécone dans les sols
 - Permettre à la recherche d'accompagner les agriculteurs dont les terres sont impactés afin de leur indiquer les mesures adéquates pour les rendre cultivables
 - Étudier la diffusion des produits de dégradation de la molécule afin d'en évaluer les effets
 - Faire des comparaisons entre les moyennes nationales et locales afin de donner un sens à ces recherches
 - Lancer des appels à projet dans le domaine de la recherche en dépollution
 - Mise en place d'une unité de recherche sur les méthodes efficaces de détoxification des populations touchées, avec des recommandations de détoxification en phytothérapie, accessibles à tous et toutes
 - Poursuivre les études et définir toutes les pathologies provenant des pesticides
 - Créer un pôle de recherche sur les plantes et les possibilités de traitement naturel adapté à l'écosystème
- **Assurer l'évaluation des travaux, des études et des actions menées :**
 - Créer un Observatoire coordinateur indépendant zéro pesticide et zéro chlordécone comprenant experts et citoyens
 - Évaluer les effets des pesticides dans tous les domaines
 - Évaluer les politiques de prévention et de réparation
 - Évaluer les pratiques sanitaires économiques et environnementales
 - Il est nécessaire de mener une évaluation préalable des résultats sur la recherche actuelle des effets de la chlordécone

- **Impliquer les médecins libéraux en contact avec la population pour une remontée fiable des données de terrain**
- **Financement et moyens attribués à la recherche :**
 - Les responsables de cette situation doivent financer la recherche
 - Mettre en place une bourse de recherche
 - Permettre à la population et au secteur économique de participer au budget sous forme de don avec déduction d'impôt
 - Les financements devront aller en priorité à la mise en œuvre des mesures indispensables à l'orientation vers le zéro chlordécone
 - Utiliser les fonds européens pour un programme de dépollution
 - Prioriser des investissements massifs dans la recherche pour la dépollution/décontamination des sols
 - Créer un fond d'investissement obligatoire alimenté par les pollueurs pour la recherche et la prise en charge des cancers, et l'équipement
 - Les études doivent être finalisées et bénéficier de moyens humains et financiers en adéquation avec l'ampleur de l'empoisonnement
- **Propositions de thèmes de recherche :**
 - **Recherches sur la grossesse et les enfants :**
 - Recherches sur l'existence de corrélation entre l'augmentation des troubles fonctionnels cognitifs des enfants et les pesticides
 - Prioriser les recherches sur l'impact du chlordécone sur le développement des enfants
 - Incidence in utero sur le développement des fœtus
 - Puberté précoce
 - Recherche sur l'infertilité
 - Étudier les liens entre chlordécone et cancers, pas seulement celui de la prostate
 - Lien entre chlordécone et endométriose
 - Accentuer la recherche sur les "effets cocktails" de la molécule chlordécone associée à d'autres produits ou sous produits
 - Recherche sur le myélome multiple

Points de vigilance

- **Les limites de la recherche :**
 - Le niveau de recherche en Martinique est encore trop faible

- Le champ d'investigation est encore trop limité
- La recherche sur les eaux des boissons n'est pas abordée
- Approfondir la recherche de solutions de décontamination (naturelle ou synthétique) des sols et des sources

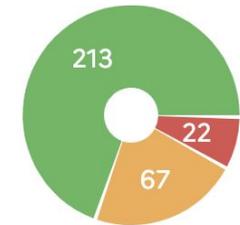
- **Les limite de la stratégie :**
 - La stratégie n'explique pas la mise en oeuvre opérationnelle
 - Les intentions sont encore trop vagues
 - La stratégie ne présente pas d'obligation de résultat
 - Les actions prévues apparaissent un peu trop généralistes

- **Le manque de confiance existant :**
 - Certains n'ont plus confiance dans les scientifiques qui, trop souvent, défendent des intérêts personnels
 - La recherche sur les techniques de dépollution qui permettrait d'éliminer le stock de chlordécone a été en grande partie négligée

- **Il y a une problématique d'organisation de la filière de dépistage du cancer de la prostate (délais d'attente trop longs, cancers pris en charge trop tard, manque d'infrastructure...)**

- **L'absence de réflexion et d'évaluation amont :**
 - Cette stratégie ne se base pas forcément sur un état des lieux et une évaluation préalable dont les conclusions justifient ces différents espaces de recherches
 - La stratégie de recherche nécessite, au préalable, que les chercheurs et pouvoirs publics s'accordent sur des indicateurs d'alerte clairs et pertinents qui définissent de vrais seuils d'intervention des autorités de santé
 - Il serait nécessaire au préalable d'avoir une évaluation exacte des résultats sur la recherche actuelle des effets de la chlordécone
 - Le recensement et le suivi médical des personnes exposées sont des préalables à toutes autres actions

PROPOSITION 2 - STRATÉGIE FORMATION-ÉDUCATION



Arguments POUR

- **Cette stratégie est indispensable :**
 - Cette étape est indispensable pour une véritable sensibilisation des populations aux risques liés à la chlordécone et particulièrement les jeunes publics
 - L'information et l'éducation de la population dès la maternelle sont fondamentales
 - L'action 3 telle qu'elle est formulée doit être retenue prioritairement
- **Des outils et supports pédagogiques adaptés à tous les âges sont indispensables**
- **Elle va permettre une bonne prise de conscience et une pérennisation des actions et bons gestes**

Arguments CONTRE

- **Insuffisances de la stratégie :**
 - Le budget est insuffisant
 - La stratégie n'indique rien sur l'évaluation de telles mesures
 - La stratégie ne prévoit de formation que sur le volet diagnostic
 - Mettre l'accent sur l'information claire et transparente; la sensibilisation semble peu utile
- **L'éducation des plus jeunes n'est pas pertinente :**
 - Une formation consistant à dire aux enfants qu'ils vivent dans un environnement toxique et hostile n'est ni fondée ni positive
 - Ces mesures ne vont permettre que de résigner les générations futures
- **Mobiliser autant de ressources pour "former et éduquer" ne fera que complexifier le message qui devrait être simple**

Conditions de mise en oeuvre

- **Favoriser la formation en agroécologie :**
 - Mettre en place et rapidement avec les acteurs déjà sur place des formations en agroécologie
 - Accompagner financièrement et techniquement des structures qui développent l'agroécologie localement
 - Orienter des gisements de biodéchets provenant des entreprises et GMS plus facilement vers des fermes agro-écologiques
 - Donner priorité à l'agroécologie afin de produire autrement
 - Mettre à jour les référentiels des diplômes de l'enseignement agricole avant 2025
 - Former en quantité et en qualité des agents d'accompagnement en agroécologie

- **Développer les initiatives dans le milieu scolaire :**
 - Utiliser des techniques de co design (Hackathon) pour réunir les intelligences et co construire des projets pour l'Education Nationale
 - Inclure cette problématique dans tous les cours de SVT à l'appui de supports pédagogiques
 - Avoir des programmes de sensibilisation à l'école pour informer les élèves du potentiel danger de l'eau du robinet
 - Expérimenter le principe du jardin partagé au sein des écoles pour éduquer à des méthodes innovantes et écologiques d'agriculture
 - Mettre en place des espaces à cultiver dans les établissements scolaires semble extrêmement judicieux et profitable
 - Intégrer ce volet au niveau universitaire
 - S'assurer que les écoles aient accès à une eau saine

- **Accompagner les enseignants :**
 - Permettre l'appropriation du programme jafa par les enseignants
 - Cette stratégie doit être accompagnée d'un réel accompagnement des enseignants
 - Créer des emplois-jeunes pour former des personnes à ce sujet et les faire intervenir dans les écoles

- **Éduquer sur les modes de consommation :**
 - Prévoir un partenariat avec les cantines scolaires afin d'éduquer les jeunes à une alimentation saine
 - Proposer des formations en cuisine intégrant d'autres concepts culinaires qui tient compte de cette pollution des sols
 - Mettre en place un programme d'éducation populaire axée sur une évolution des modes de consommation alimentaire sans pesticide

- **Ne pas mentionner seulement le chlordécone dans la sensibilisation, mais tous les produits phytosanitaires**

- **Impliquer les associations dans cette sensibilisation :**
 - Faire intervenir les huit associations de lutte contre la chlordécone (Collectif zéro chlordécone, Assaupamar, Génération Martinique, etc...) dans ce plan, en tant que porte-parole de la population
 - Les associations apolitique ont un rôle à jouer
 - Ne pas négliger la sphère associative qui peut avoir un poids important sur le volet formation - éducation
 - Lancer des appels à projet auprès des associations qui collaborent déjà avec les petits agriculteurs en permaculture afin de subventionner ces actions
- **Éduquer les professionnels impactés (agriculteurs, pêcheurs, distribution alimentaire...) :**
 - Informer les professionnels de la pêche sur les danger que représentent la pêche dans les zones "chlordéconnées"
 - Encourager les producteurs à améliorer leurs méthodes pour aller une production propre
- **Former les professionnels de santé :**
 - Organiser une formation pour les médecins du travail pour faire reconnaître la maladie professionnel lié aux différents pesticides
 - Proposer une formation en santé environnementale pour les professionnels de santé
 - Former les médecins à faire plus d'investigations lorsqu'un patient se présente avec une maladie peu commune ou en augmentation (cancer, myélome, infertilité, dyslexie....)
- **Éduquer les responsables politiques :**
 - Former les élus et personnes décisionnaires au respect de la vie
 - Intégrer à leur mandats un volet sociétal basé sur la recherche d'harmonie et d'équilibre pour les générations actuelles et futures
 - Mettre l'accent sur le changement de mentalité à opérer dans l'agriculture au niveau des décideurs

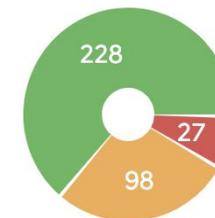
Points de vigilance

- **Pour être efficace, cette stratégie doit :**
 - Se concentrer sur des actions concrètes
 - Permettre de sensibiliser tous les publics, sans distinction

- Être mise en oeuvre avec une planification rapide, un financement à la hauteur de la situation et une collaboration effective avec les acteurs de terrain
- Permettre de renforcer les actions déjà en place sur le territoire
- **L'objectif principal reste de former pour apprendre à dépolluer**
- **La formation et la sensibilisation ne doivent pas être des éléments "d'accoutumance" à cet empoisonnement**
- **Questionnement autour du financement :**
 - Absence de précision sur le financement des actions proposées
 - Les financements devront être à la hauteur des exigences
- **Le programme Jafa tel qu'il a été conçu et mis en œuvre dans les plans précédents doit être fondamentalement revu pour atteindre le zéro chlordécone**

STRATÉGIE SANTÉ - ENVIRONNEMENT - ALIMENTATION

PROPOSITION 3.1 - Enjeu Santé



Arguments POUR

- Les jardins familiaux sont une très bonne initiative
- Ce programme est cohérent et semble capable de déboucher sur des résultats concrets
- Cette stratégie permettrait un retour et un maintien en santé de nos populations

Arguments CONTRE

- **Une stratégie insuffisante :**
 - Les actions sont insuffisantes
 - Elles ne sont pas suffisamment affinées
 - Aucun calendrier n'est affiché
 - Cette stratégie ne doit pas concerner seulement les "populations à risques" ou les agriculteurs
 - Les propositions exposées ne présentent aucun verbe d'action
- **Cette stratégie ne permettra pas de lutter contre l'impact sanitaire de la pollution au chlordécone :**
 - Les mesures sont très floues concernant particulièrement les malades, les agriculteurs et les pêcheurs
 - La stratégie n'aborde pas le sujet du traitement des personnes contaminées
 - La protection de la population n'est pas suffisamment mise en avant

Conditions de mise en oeuvre

- **Organiser un dépistage massif de la population :**
 - Mettre en place une campagne de dépistage, gratuite pour tous les Martiniquais
 - La recherche de la chlordéconémie doit être généralisée pour tout ceux qui le souhaite et gratuit
 - Procéder à des bilans de santé de toute la population en y intégrant la recherche de la molécule de chlordécone
 - Le test doit être généralisé mais pas rendu obligatoire
 - La chlordéconémie devrait être étendue aux travailleurs agricoles ayant utilisé ce pesticide ainsi qu'à leurs descendants directs
 - Ne pas le limiter aux professionnels de santé et de l'agriculture
 - Organiser le dépistage précoce chez les adolescents dans la perspective de détoxication des personnes évoquées dans la stratégie Recherche
 - Réviser les protocoles de dépistage afin de diagnostiquer le plus tôt possible le développement de cellules cancéreuses

- **Améliorer l'accès aux soins et le suivi de la population :**
 - Créer sur les deux îles des pôles dédiés à la cancérologie avec l'équipement médical et le personnel soignant nécessaire est une réponse adaptée
 - Prendre en charge systématiquement les traitements pour la fertilité ou les PMA, avec des parcours médicaux simplifiés
 - Augmenter le nombre de professionnels de santé pour répondre à ces problématiques croisées et toutes les comorbidités qui en découlent
 - Avancer l'âge moyen de dépistage du cancer de la prostate
 - Promouvoir le un suivi de cette concentration au cours du temps afin que chaque personne puisse savoir si sa contamination est stable, augmente ou diminue en fonction des changements alimentaires
 - Garantir aux malades du chlordécone que leurs soins soient pris en charge à 100%
 - Renforcer les moyens de l'hôpital pour la prise en charge des maladies que l'on sait comme importante sur l'île du fait du chlordécone
 - Mieux prendre en compte la pollution et la contamination des femmes

- **Assurer le suivi des personnes en désir d'enfant et pendant la grossesse :**
 - Assurer un suivi médical à tous ceux qui désirent avoir un enfant et dont les résultats à la chlordécone sont positifs
 - Garantir un suivi des maladies gynécologiques et relatives à la fertilité, pour une meilleure prise en charge aux vues du taux d'incidence élevé lié à la pollution

- Doser systématiquement et gratuitement la chlordécone dans le sang de toutes les femmes enceintes résidant depuis plus de 2 ans aux Antilles
- Suivre le développement psychomoteur des enfants de femmes chez qui le dosage de chlordécone est positif
- **Limiter la contamination :**
 - Surveiller le mode de contamination passe obligatoirement par une surveillance des réseaux alimentaires et de l'eau
 - Permettre l'accès aux populations, a minima des plus modestes, de filtres gratuits pour réduire les risques de contamination de l'eau du robinet
 - Arrêter de rendre les sols étanche en les bétonnant
 - Exiger les analyses de sol avant l'autorisation de tout transport de terre ou déplacement de terre
- **Mieux appréhender son environnement :**
 - Faire une cartographie précise des terres polluées
 - Renforcer l'explication et la communication sur "Jafa", insuffisamment connu de la population
- **Connaître les causes des morts depuis la création des statistiques afin d'identifier l'existence d'une incidence**

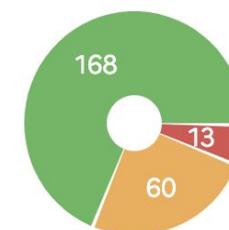
Points de vigilance

- Certains chercheurs indiquent qu'une mesure ponctuelle n'est pas pertinente car le taux peut varier fortement d'un jour à l'autre en fonction de ce que l'on a mangé ; mieux vaut favoriser un suivi dans le temps
- La stratégie ne présente aucun volet abordant la question de dédommagement
- Demande de clarification sur le programme Titiri
- La stratégie n'aborde pas le sujet des structures dont la vocation est d'accueillir les malades afin de leur procurer accompagnement et soins

AUTRE SUJET :

- L'usine de traitement de l'eau à Vivé est gérée par la SMDS en dehors de toute délégation de service publique et de manière illégale

PROPOSITION 3.2 - Enjeu Environnement



Arguments POUR

- **Le recensement des sources non polluées et accessibles par tous paraît positif et évident**
- **Ces mesures sont simples à mettre en œuvre et seraient facilement comprises et exploitables par la population**

Arguments CONTRE

- **Les plans se suivent et se ressemblent :**
 - Les actions présentées sur ce volet environnemental relèvent encore davantage de l'observation et des constats que des actions concrètes
 - Les mêmes actions se répètent depuis des années sans évaluation
- **Il est temps de passer à l'action :**
 - Ces propositions prennent trop de temps
 - Le flou des propositions n'est pas acceptable dans une situation de telle urgence
- **Critiques de la stratégie :**
 - La stratégie ne présente pas de budget suffisant pour financer les propositions
- **Il n'est pas mentionné de réel objectif de dépollution des sols, des eaux pourtant prioritaire**

- **Il n'y a pas de projection pour une autonomie alimentaire saine**

Conditions de mise en oeuvre

- **Analyser gratuitement les sols et les produits et les cartographier :**
 - Analyser toutes les terres agricoles en mettant l'accent sur les terres en friches susceptibles d'être exemptes de chlordécone et d'être reconnues comme terres saines
 - Finaliser et publier la cartographie fine de toutes les surfaces agricoles de manière exhaustive au plus tard le 31/12/2022
 - Intégrer des actions relatives à l'évaluation de la contamination des écosystèmes terrestres
- **Mieux informer sur les résultats des analyses :**
 - Rendre accessibles facilement les analyses d'eau de rivière et de source
 - Mettre un référentiel chlordécone à disposition des communes
 - Informer de manière positive en indiquant les sources et sols étudiés qui ne sont pas contaminés (et éviter les arrêtés d'interdiction)
 - Rendre plus accessibles les analyses de terre en mettant en place des permanences dans les communes, à destination des professionnels et des particuliers
- **Ne pas attendre 600 ans pour agir :**
 - Interdire l'utilisation de tous les pesticides chimiques dans l'agriculture, de manière à sauvegarder ce qui reste de terres saines
 - Lancer une campagne de dépollution ; établir des stratégies de décontamination des sols
 - Identifier les sources d'eau non polluées
 - Prévoir une exonération de la taxe foncière sur terres reconnues chlordéconées et non exploitées
- **Proposer des solutions concrètes à la population pour limiter la contamination :**
 - **Sur la contamination par l'eau :**
 - Lancer des appels d'offres auprès d'écoles d'ingénieurs afin de créer des filtres domestiques ou collectifs et garantir une évolution

- pertinente de la filtration de l'eau
- Garantir la prise en charge par l'État avec effet rétroactif du coût de la dépollution de l'eau du robinet, supporté par la Collectivité
- Il est temps de rendre gratuite l'eau du robinet pour tous les Martiniquais
- Éviter la contamination par transport de terres, pour toutes les parcelles
- Mieux contrôler les produits qui sont compostés
- Suivre les déplacements de terres et sables (construction, aménagement)
- Restituer les terres contaminées à une instance locale afin de travailler à la dépollution tout en pratiquant la culture hors sol dont les bénéfiques iront à la recherche sur la dépollution

Points de vigilance

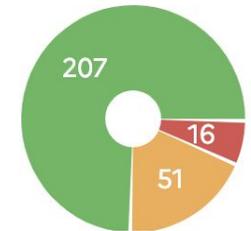
- **Demande de précisions sur la stratégie :**
 - Aucune étude n'aborde la contamination de la faune et la flore sauvages et de leur habitat
 - Clarification du terme de "panache"
 - Attention à ne pas se concentrer uniquement sur la chlordécone qui n'est qu'une seule molécule parmi d'autres
- **Les priorités trop peu prises en compte :**
 - La population n'a pas besoin d'une réduction de l'exposition mais d'une "non-exposition" totale
 - Les diagnostics sont nécessaires mais l'important est de savoir comment limiter les impacts à long terme pour l'humain et l'environnement
 - Il est nécessaire d'être plus offensif sur les questions environnementales
- **L'identification des sources semble irréaliste et ne pourra que consister en une analyse ou deux dans l'année, donnant un aperçu ponctuel (positif ou négatif) sans réelle pertinence**

AUTRES SUJETS :

- Au fléau du chlordécone s'ajoute la pollution côtière due aux plaisanciers en surnombre et les projets d'agrandissement de la marina du marin

- Accompagner les chantiers de travaux publics et l'évacuation de déblais pollués d'arrêtés réglementant ou interdisant ces opérations
 - Mettre à disposition des professionnels du BTP des lieux de réception réglementés afin d'éviter les blocages des projets de construction ou les pratiques de contournement se développer
 - Il est nécessaire d'arrêter le déclassement des terres agricoles pour les constructions de lotissements sur lesquelles les particuliers cultivent leurs légumes sur une terre dont ils ignorent la nocivité
-

PROPOSITION 3.3 - Enjeu Alimentation



Arguments POUR

- **La Guadeloupe et la Martinique doivent devenir des territoires tests et modèles qui tendent vers l'agriculture biologique**

Arguments CONTRE

- **Le plan alimentation devrait aller beaucoup plus loin et apporter des réponses concrètes à court, moyen et long termes**
- **Les solutions proposées restent très politiques, dépourvues de pragmatisme**
- **Le budget ne permet pas de mettre en oeuvre cette stratégie, tant au niveau des contrôles que de l'indemnisation des acteurs impactés**

Conditions de mise en oeuvre

- **Abandonner les LMR au profit du passage au "Zéro Chlordécone" dans tous les aliments proposés à la vente :**
 - Les acteurs de la grande distribution doivent contribuer à garantir la sécurité alimentaire
 - Accompagner les acteurs de la filière agro-alimentaire afin qu'ils soient en mesure d'évaluer en tout temps la conformité de leurs activités vis-à-vis du plan chlordécone
 - Baisser le taux de produits phytosanitaires qui a été revu à la hausse ces dernières années
 - Il ne suffit pas de tendre vers le zéro chlordécone mais de fournir une alimentation dépourvue de la moindre trace

- Fixer à 0 les Limites Maximales de Résidus (LMR) dans les aliments
- **(Re)Découvrir le bien manger et l'alimentation saine :**
 - Mise en place d'un laboratoire d'observations des nouvelles pratiques en vue d'une alimentation saine : stratégie de dépollution des terres et des personnes
 - Proposer une politique publique beaucoup plus ambitieuse sur la thématique de l'évolution des pratiques alimentaires en Martinique
 - Redécouvrir la consommation de produits locaux ; garantir une meilleure traçabilité
 - Subventionner l'importation de denrées bio afin de pallier la perte de terres arables liée à l'utilisation de la chlordécone
 - Ne pas remplacer la chlordécone par d'autres produits phytosanitaires
- **Renforcer les contrôles sur les denrées alimentaires et la pêche :**
 - Garantir un suivi plus régulier et rigoureux des produits de la pêche
 - Les contrôles stricts doivent aussi être organisés sur les produits importés
 - Interdire les produits non certifiés "zéro chlordécone" dans tous les établissements recevant du public
 - Rendre publics annuellement les résultats de contrôle des produits alimentaires
 - Mettre en place une brigade de contrôle stricte et sincère
 - Multiplier les contrôles surprises
 - Renforcer les contrôles des vendeurs sur le bord de la route
 - Surveiller de manière accrue les zones de pêches interdites et augmenter les sanctions en cas de faute
 - Imposer des règles plus strictes pour arriver à une pêche durable et soutenable
 - **Rassurer les consommateurs :**
 - Renforcer les actions de contrôle des services de l'Etat pour rassurer les consommateurs/citoyens
 - Créer un service de contrôle pour la traçabilité des produits sur le terrain afin de mettre en confiance la population
 - Toutes les analyses de tous les producteurs et points de vente doivent être facilement consultables, sans contrainte, par tous
- **Adapter les modes de culture afin de respecter l'objectif "Zéro chlordécone" :**
 - Privilégier la culture hors sol et sur les terrains indemnes de contamination tant que la solution de dépollution ne sera efficace
 - Développer de nouvelles méthodes soutenables et durables expérimentées dans d'autres pays
 - Développer la permaculture
 - Accompagner/subventionner les modes de cultures respectueux comme la permaculture, l'hydroponie... et répondre aux enjeux d'autonomie

alimentaire

- Créer une zone de non culture à proximité des rivières, des sources et de la mer
 - S'inspirer des méthodes de maraîchage sur sol vivant
 - Le changement de paradigme (passage des LMR au Zéro chlordécone) exige un changement de philosophie et de pratique de JaFa
 - Construire de serres sur toute la Martinique pour encadrer une alimentation saine pour la population
 - Saisir cette opportunité pour redessiner des filières (locales et bio) afin d'innover et rendre autonome la Martinique sur la question alimentaire
 - Donner la priorité aux cultures vivrières et aux circuits courts
- **Protéger la population et les consommateurs :**
 - Mettre en place une politique véritablement tournée vers la défense des consommateurs
 - Prévoir une ligne crédit d'impôt pour déduire le montant annuel de la consommation d'eau en bouteille
 - Financer et réaliser l'analyse de toutes les terres agricoles sans attendre la demande des propriétaires afin de répertorier toutes les terres exemptes de chlordécone
 - Faciliter la labellisation des fruits et légumes « sans chlordécone » et leur traçabilité
 - Créer un système d'étiquetage des produits alimentaires produits aux Antilles du type Nutri-Score
 - Obliger à un étiquetage obligatoire des fruits et légumes en indiquant l'usage de tous les pesticides pour la production végétale
 - **Culture de la banane :**
 - Réduire drastiquement les subventions publiques massives accordées à la monoculture intensive de banane destinée à l'exportation
 - La banane d'exportation de Martinique n'est pas compétitive et produite à perte localement, expliquant pourquoi cette pratique culturelle est en partie responsable de la destruction des écosystèmes

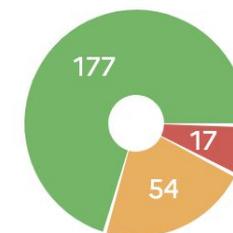
Points de vigilance

- **Impact sur le prix des produits :**
 - La création d'un label "sans chlordécone" ne ferait qu'augmenter les prix des produits locaux
 - Bien manger ne doit pas être un luxe
 - La multiplication des processus de contrôle/traçabilité vont se répercuter sur le prix final payé par le consommateur
 - Le renforcement des contrôles des produits locaux ne doit pas les rendre économiquement encore moins compétitifs que les produits

importés

- **Les produits locaux semblent de plus en plus remplacés par des produits importés**
- **Le chlordécone ne doit pas cacher le problème des autres produits phytosanitaires tout aussi nocifs**

PROPOSITION 4 - STRATÉGIE SANTÉ-TRAVAIL



Arguments POUR

- **Valorisation du sujet :**
 - Ce domaine est souvent oublié, c'est bien de le remettre en avant
 - C'est un volet très important
 - Il était temps de reconnaître les ouvriers agricoles comme des victimes
- **Toutes actions proposées sont un minimum pour ceux particulièrement exposés**
- **C'est une urgence**

Arguments CONTRE

- **Les insuffisances de la stratégie :**
 - Absence de calendrier
 - Ces mesures sont insuffisantes
 - Budget insuffisant pour mettre en place les actions indiquées ; faire des économies sur ce sujet est un leurre
- **Il est déjà trop tard :**
 - Ces mesures ont 30 ans de retard
 - Toutes ces mesures sont quasiment déjà existantes et ne sont pas appliquées
- **Il faudrait commencer par reconnaître que l'empoisonnement est bien une maladie professionnelle**

Conditions de mise en oeuvre

- **Garantir une prise en charge égalitaire :**
 - Garantir une prise en charge des marins-pêcheurs comme des agriculteurs
 - Les enfants des travailleurs doivent aussi être bénéficiaire de ce type de dispositif
 - Aucune distinction ne doit être faite entre les travailleurs actifs et les retraités
 - Élargir la prise en charge à tous/toutes celles et ceux qui ont un taux de contamination dans le sang supérieur aux taux jugés sans nocivité par l'OMS
 - Garantir une égalité entre les régimes de la Sécurité sociale
 - Mieux reconnaître et prendre en charge les descendants directs qui devraient, systématiquement, bénéficier du dosage dans le sang
 - Inclure un recensement strict des personnes exposées afin de leur faciliter l'accès aux dépistages et aux soins
 - La reconnaissance des maladies professionnelles ne doit pas s'arrêter aux agriculteurs
 - Inclure à la stratégie les professionnels partenaires des agriculteurs

- **Il faut aller plus vite dans l'application des mesures, ne plus attendre :**
 - La prise en charge et l'indemnisation doivent être assurées dès 2021

- **Les ouvriers agricoles :**
 - La situation des ouvriers agricoles doit être particulièrement considérée
 - Seuls les exploitants agricoles bénéficient du régime agricole plus favorable que le régime général qui prend en charge les autres catégories de professionnels agricoles
 - Permettre le suivi des ouvriers agricoles grâce à une médecine du travail adaptée, sensibilisée
 - Veiller à une meilleure application des lois dans les entreprises agricoles, notamment sur la sécurité et la santé des travailleurs agricoles
 - Attribuer des subventions et un accompagnement technique et administratif pour les petites et moyennes exploitations

- **Assurer une meilleure prévention dans les milieux professionnels :**
 - **L'appui sur le milieu médical :**
 - Surveillance médicale spécifique, par le canal des associations de médecine du travail

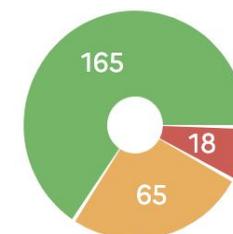
- Sensibiliser les médecins praticiens aux problèmes de conditions de travail (les expositions) et les aider à repérer un lien possible entre maladie et métiers exercés via une meilleure connaissance des pesticides
- La médecine de travail peut aider dans le recensement des personnes exposées et/ou contaminées
- Mieux anticiper car les maladies professionnelles sont souvent reconnues trop tard
- Mise en place d'une opération de dépistage précoce des maladies professionnelles
- Établir un tableau faisant état des liens connus et directs entre chlordécone et maladies (cancer de la prostate, du sein...)
- **Garantir une prise en charge psychologique :**
 - Prévoir un accompagnement psychologique pour les personnes ayant des pathologies reconnues comme "maladies professionnelles" liées aux pesticides
 - Créer une unité, un service, un lieu avec un personnel dédié, où les personnes "malades" se sentent écoutées, en confiance
 - Reconnaître le principe de "maladie professionnelle" et arrêter le déni généralisé
- **Financement du dispositif :**
 - Mettre en place un budget significatif pour les travailleurs victime du secteur
 - Créer un fonds, Etat-CTM pour l'emploi, et faciliter les départs anticipés à la retraite
 - Créer un fonds pour l'indemnisation des victimes et de leurs familles, lié à la reconnaissance de ces maladies professionnelles
 - L'application du principe pollueur-payeur doit servir au fonds d'indemnisation des agriculteurs.
- **Responsabilité des employeurs :**
 - Préciser les mesures coercitives pour les entreprises "informées" qui ne respectent pas l'obligation d'évaluation du risque chimique ou les mesures de prévention
 - Demander la mise en place d'un dédommagement par les pollueurs qui sont souvent reconnus comme employeurs
 - Ces propositions doivent être contraignantes
 - Solliciter le réseau de la DIECCTE service auprès des entreprises pour mieux prévenir, sensibiliser
 - Intensifier les contrôle et instaurer de vraies sanctions des employeurs et entreprises en cas de manquement
 - Fournir aux personnes exposées les équipements nécessaires afin qu'ils puissent se protéger

- **La vraie solution réside dans l'arrêt des pesticides :**
 - Si rien n'est fait contre l'utilisation des pesticides, tous les fonds d'indemnisation seront inutiles
 - La mise en place de mesures pour "vivre" et "travailler" avec le chlordécone est un non sens; il faut l'interdire

Points de vigilance

- La population ne devrait pas payer pour assurer la prise en charge des professionnels contaminés
- Il n'existe pas de Mutualité Sociale Agricole, à l'inverse des départements métropolitains, qui pourrait fournir un service de prévention de qualité
- Il ne faut pas se restreindre aux maladies professionnelles
- La mise à disposition d'un calendrier permettrait de rendre plus concrètes ces actions
- Si l'on veut que ces mesures aboutissent, il est nécessaire de jouer sur la communication et la prévention

PROPOSITION 5 - STRATÉGIE SOCIO-ÉCONOMIQUE



Arguments POUR

- **Avantages des propositions :**
 - Les propositions peuvent répondre aux problématiques locales
 - Elles font dans le correctif et le préventif
 - Il y a un bon équilibre des mesures retenues
 - Les mesures quant aux activités de pêche vont dans le bon sens
- **Il faut activer sans délai ces mesures légitimes et justifiées par la gravité de la situation**

Arguments CONTRE

- **Insuffisances de la stratégie :**
 - Absence de calendrier
 - Beaucoup de promesses, peu d'actions concrètes
 - Afin de le rendre efficace, cette stratégie doit être accompagnée d'un budget plus conséquent
- **Critiques de la stratégie :**
 - Encore des propositions avec des souhaits d'études et de diagnostics
 - La modernisation de la flotte de pêche martiniquaise n'est pas soutenue ; le plan de renouvellement n'a pas été approuvé par la profession
 - Ces mesures ne répondent pas au besoin de réduire l'impact du chlordécone sur les milieux marins
 - Ce sont les mêmes mesures que dans les plans précédents

Conditions de mise en oeuvre

- **Accompagnement des professionnels pour l'évolution de leurs pratiques :**
 - Piloter/accompagner la transformation des différentes filières avec le concours des services de l'Etat
 - Dans un souci d'équité, la transformation de l'offre (agriculture, pêche, etc.) doit être accompagnée de mesures permettant de protéger l'économie locale face à l'importation à outrance
 - S'appuyer sur la démarche d'écologie industrielle et territoriale existante et soutenue par l'ADEME pour orienter des gisements de biodéchets vers les agriculteurs, d'invendus de boulangerie vers les pêcheurs...
 - L'accompagnement doit également être financier pour assurer aux professionnels un revenu convenable et, en conséquence, une retraite décente
 - Veiller à arrêter la verbalisation d'agriculteurs qui ne respectent pas l'interdiction des pesticides ; les accompagner dans une démarche de changement et de sensibilisation

- **Offrir des solutions concrètes aux professionnels agricoles :**
 - **Solutions de financement :**
 - Proposer des déductions d'impôts fonciers pour les agriculteurs qui se tournent l'agriculture raisonnée ou biologique
 - Mobiliser les fonds européens pour équiper et former les agriculteurs pour qu'ils puissent travailler en hydroponie
 - Aider financièrement les exploitants pour la mécanisation des terres indemnes de chlordécone
 - **Solutions pour travailler sur des terres non polluées ou adapter ses méthodes :**
 - Accompagner les agriculteurs qui veulent s'installer en agriculture biologique
 - Mettre à disposition des agriculteurs la totalité des terres en friche non polluées
 - Organiser des concertations avec la Collectivité compétente concernant l'accélération de la procédure de mise à la disposition des agriculteurs des terres en friche
 - Une politique d'analyse systématique des sols doit être effectuée et cartographiée
 - Établir une coopération fructueuse entre l'Etat et la CTM pour enfin mettre en œuvre la procédure des terres en friches ou insuffisamment exploitées
 - Mise à la disposition de la SAFER d'une enveloppe conséquente par l'Etat et la CTM pour abonder la banque de terre de la collectivité.

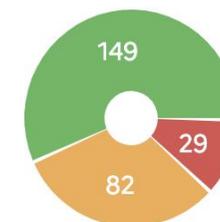
- Fournir des terres exemptes de chlordécone aux planteurs de vivrier propriétaires ou locataires de terres contaminées
- Encourager le remplacement des légumes racines qui sont les plus contaminés par la production de produits moins exposés (ignames aériens, fruit à pain, etc...)
- **Offrir des solutions concrètes aux marins-pêcheurs :**
 - **Solutions de financement :**
 - Accompagner les pêcheurs afin de les compenser pour les frais supplémentaires à engager dans le cadre de la modification de leur activité de pêche
 - Maintenir le développement des entreprises de la pêche et de l'aquaculture notamment par les exonérations totales des charges URSSAF pour une durée de 15 années pour l'ensemble des professionnels
 - **Informier, sensibiliser :**
 - Réaliser une cartographie des fonds marins sur l'ensemble des deux îles Guadeloupe et Martinique afin d'adapter les pratiques des pêcheurs
 - Mise en place d'une cellule de suivi et de soutien pour l'ensemble des marins pêcheurs
 - Prioriser les actions sociales et l'intégration et l'emploi des jeunes, notamment par des dispositifs d'apprentissage, des tutorats, des parrainages de pêcheurs expérimentés pour la transmission et la pérennisation de l'activité halieutique
 - Créer et financer, au sein du Comité des Pêches, un centre d'accompagnement administratif et de gestion pour un meilleur encadrement et un suivi optimal de l'activité halieutique
 - **Développer de nouvelles pratiques :**
 - Accompagner les marins-pêcheurs pour les encourager à développer leur activité de pêche loin des côtes
 - Former les marins pêcheurs au respect de la biodiversité marine au moment du lancement de leur activité
 - Mieux former les pêcheurs afin de leur donner les bonnes pratiques
 - Mettre en place une coopérative qui achèterait les produits de la mer contaminés pour les mettre dans des installations de dépollution afin qu'ils soient dépollués et propres à la consommation
- **Demander à la France et à l'UE d'élargir la zone de pêche hors zone chlordéconnée afin de consommer des produits sains :**
 - Un tiers des zones de pêche et d'aquaculture en Martinique est interdite d'exploitation
 - Cette réalité doit être prise en compte dans les dispositifs d'aides instruits actuellement au niveau européen

- **Mettre en place un fond d'indemnisation :**
 - Instituer un fond national et/ou européen pour faire participer les pollueurs au financement des indemnisation des professionnels concernés
 - La mise en place d'un fond d'indemnisation national approvisionné par les pollueurs semble indispensable pour les responsabiliser
 - Instaurer une contribution obligatoire pour les entreprises qui ont participé à la commercialisation de cette molécule
- **Mettre en place des techniques d'évaluation socio-économiques afin de mieux connaître les impacts de la situation et des actions mises en place**

Points de vigilance

- Le principe de précaution devrait prévaloir sur les intérêts économiques
- Les poissons ne font pas la différence entre zone saine et zone interdite
- La politique foncière préconisée tendant vers le zéro chlordécone n'est pas suffisamment développée
- Une grande part de la contamination se fait pas une agriculture familiale
- Cette stratégie favorise davantage les marins-pêcheurs, mais pas assez de propositions pour aider les agriculteurs qui se lancent dans la profession

PROPOSITION 6 - STRATÉGIE COMMUNICATION



Arguments POUR

- La communication digitale prévue est bonne
- La création d'un site unique peut éviter la désinformation

Arguments CONTRE

- **Critique sur l'idée d'un site unique :**
 - Un nouveau site n'est qu'un site de plus
 - Un site avait déjà créé en 2018 puis abandonné
- **Critique de la stratégie :**
 - La stratégie de communication est insuffisante
 - Absence d'un calendrier prévisionnel
 - Cette stratégie de communication n'aura pas d'impact sur la lutte contre la pollution au chlordécone
 - L'ambition n'est pas la hauteur de l'enjeu
 - Ce genre de stratégie de communication uniquement mis en place pour faire de la propagande
- **L'ampleur de la catastrophe réclame de l'État une volonté politique forte et urgente pour sortir nos îles de cette situation critique**

- **La stratégie est trop vague :**
 - Les axes de la communication ne sont pas définis par les acteurs concernés (professionnels de santé, agriculteurs, pêcheurs , associations, collectivités locales, ...)
 - Les propositions ne sont que des déclarations d'intentions

Conditions de mise en oeuvre

- **Garantir un accès à l'information :**
 - **Multiplier les supports d'information :**
 - Diffuser une émission quotidienne / hebdomadaire dédiée à la santé des populations et à l'avancée des actions menées
 - Utiliser le maximum d'outils de communication permettant d'informer et de sensibiliser la population (y compris la visio)
 - Créer une chaîne d'informations dédiées à ces sujets
 - Utiliser les réseaux sociaux pour communiquer avec la population permet beaucoup plus de réactivité, de simplicité d'accès pour les plus jeunes
 - **Multiplier les techniques d'information :**
 - Réaliser plus de communication en présentiel (réunions publiques, conférences/débats...)
 - Déployer des équipes d'information mobiles pour aller à la rencontre de la population
 - Développer une application mobile avec des notifications pour les informations notables
 - **Garantir une meilleure accessibilité des contenus :**
 - Vulgariser les informations scientifiques
 - Prendre en compte les personnes en situation de handicap visuel
 - Ne pas utiliser que les outils digitaux
 - Identifier les médias adaptés à chaque tranche d'âge, les bons relais d'information qu'ils soient physiques, numériques...
 - Assurer l'accessibilité en proposant les contenus en plusieurs langues (créole, français, anglais, espagnol...)
 - **La communication doit avoir une dimension politique et sociale en étant pilotée par une instance issue de la société civile et réunissant élus locaux, profession médico-sociale, socio-professionnels, organisations syndicales représentatives...**

- **Concierter et échanger de manière indépendante pour aboutir à des actions cohérentes :**
 - Assurer les conditions d'un débat avec la participation de citoyens et d'un organisme indépendant sans conflit d'intérêt ni avec les entreprises agricoles ni avec les administrations
 - Ouvrir un espace de questions/réponses public et prévoir des échanges pour répondre aux questions que le public se pose
 - Mettre en place un Conseil ou Comité Chlordécone indépendant des instances politiques et étatiques et composé d'un certain nombre de personnalités qualifiées qui pourrait émettre des avis à l'intention des instances et de la population à propos des plans d'action et des bilans périodiques produits par les services de l'Etat
 - Permettre à la population des deux territoires de capitaliser sur la recherche et l'expertise scientifique accumulée ces dernières années
 - Les actions ne doivent pas être uniquement descendantes des autorités vers la population ; il est utile d'impliquer les citoyens
 - Les communes, l'échelle très locale devrait être davantage impliquée et utiliser leur "force de résonance"

- **Le premier pas d'une communication claire et crédible serait la reconnaissance de la culpabilité des responsables dans cette problématique, tant par le passé, que dans le présent et aussi dans l'avenir**

- **Renforcer la communication sur les habitudes alimentaires :**
 - L'axe prioritaire de la communication doit concerner la modification des habitudes alimentaires
 - Expliciter la possibilité d'éliminer les molécules de chlordécone de son organisme en trois mois

- **Appuyer la communication sur différentes structure pour relayer au maximum les informations :**
 - Rédiger une page dans le quotidien France Antilles pour informer sur les dépassements de taux de pesticides de manière régulière
 - Mettre en vraie stratégie de communication entre différents organismes (DAAF, Chambre d'Agriculture, SAFER, ONF, l'ARS...)
 - La diversité des supports permettra à tout un chacun une meilleure connaissance des avancées des différentes actions qui seront menées
 - S'appuyer sur le réseau des huit associations martiniquaises impliquées dans la lutte contre le chlordécone
 - Passer par des professionnels de la communication afin de s'assurer que les messages soient bien compris
 - La communication ne doit pas être centralisée par l'État au risque d'être incomplète

- **Concernant le support unique d'informations :**
 - Mettre à disposition une documentation téléchargeable et gratuite pour tous
 - Communiquer davantage sur les dispositifs en place et à venir afin de gagner la confiance de la population
 - Trouver sur ce site les informations relatives au cadastre qui donne les quantités de chlordécone par parcelles, par sources, eau du robinet
- **Aider les lanceurs d'alerte en veillant à empêcher les lobbys à faire pression**
- **Financer un plan de communication publique d'envergure en concertation avec les professionnels :**
 - Valoriser les métiers et les produits
 - Promouvoir les actions et les produits des professionnels auprès des consommateurs sous la déclinaison « Pêcheurs Responsables, Produits de Qualité »

Points de vigilance

- La transparence proposée sur la politique de communication suppose un consensus sur les objectifs et un organisme de contrôle indépendant de l'Etat
- La stratégie de communication mise en oeuvre par l'administration jusqu'à présent ne peut pas cautionnée
- Il est difficile de faire confiance à une nouvelle proposition de l'administration française qui ont toujours maîtrisé la communication
- Une communication qui minimise les impacts de ces petites quantités jugées "minimes" dans l'organisme n'a pas d'intérêt

FOCUS - PLAN IV DANS SON INTÉGRALITÉ

PARTICIPANTS GUADELOUPE

Les arguments ayant attiré au Plan IV dans son intégralité ont été analysés et intégrés dans cette section.

Arguments POUR

- **Les bénéfices attendus :**
 - Ce plan donne l'occasion de mettre en place une vraie transition écologique et économique sur le plan de l'emploi, de l'économie, du sociale et de la santé
 - Poser les bases d'une agriculture saine et durable sur le plan environnemental
- **La première consultation publique en Martinique est une excellente initiative**

Arguments CONTRE

- **Critiques du Plan IV :**
 - L'enveloppe financière débloquée pour la Martinique et la Guadeloupe est insuffisante en comparaison de l'ampleur de la problématique chlordécone
 - Les plans précédents semblaient plus ambitieux que celui-ci
 - Ce plan semble davantage être un catalogue de bonnes intentions qu'une vraie stratégie, laquelle suppose un calendrier, des évaluations intermédiaires et en fin de parcours
 - Les CCAS et les associations sont absents du plan, alors qu'ils sont en lien direct avec les populations

Conditions de mise en oeuvre

- **Concier avec les populations locales tout au long de l'application du Plan IV :**
 - Les Martiniquais et Guadeloupéens doivent tous se sentir concernés et intégrés à toutes les phases de ce plan
 - Créer une instance permanente dotée d'un périmètre de réflexion et d'action, composée de citoyens et d'organisations locales aux

côtés des collectivités et de l'Etat afin de peser sur les décisions et le suivi d'un plan renforcé

- **L'urgence est le passage du “Zéro chlordécone” et la prise en compte de “l’effet cocktail” :**
 - Il faut préparer un calendrier pour interdire les pesticides à la Martinique
 - L’ambition du plan chlordécone IV ne doit pas être restreint à la seule molécule du chlordécone, mais sur les interactions d’un cocktail (près d’une centaine) de pesticides

- **Informier plus régulièrement :**
 - Publier régulièrement l’avancée des mesures et le détail de leur financement
 - Afficher de manière claire et transparente les sources de financement de la mise en oeuvre des stratégies prévues par le plan chlordécone
 - Compléter les informations sanitaires par une information claire sur les enjeux historiques et politiques qui entourent la question du chlordécone
 - Le travail de communication doit être fait pour la prévention mais également sur la connaissance globale du sujet
 - Garantir une information claire sur la mise en place du plan, son suivi et les résultats des recherches effectuées
 - Mettre en place un comité de suivi pour assurer la bonne mise en place du plan IV
 - Publier les évaluations et résultats des plans I, II et III

- **Proposer et appliquer un Plan Chlordécone Mer, dédié aux mesures pour le milieu marin :**
 - Les professionnels ont toujours demandé, et réclament encore un véritable Plan chlordécone Mer
 - Le plan IV ne présente pas suffisamment de propositions bénéfiques aux marins-pêcheurs et à la situation en milieu marin

- **Financement du Plan Chlordécone et des mesures :**
 - Appliquer le principe du pollueur-payeur
 - L'Europe devrait financer en grande partie voire à part égale avec les accusés de la pollution des terres
 - Les responsables devraient être en charge du financement de ce plan

- **Intégrer le volet judiciaire et la reconnaissance des responsables :**
 - Requalifier juridiquement l'utilisation de cette molécule en crime

- Faire participer les responsables et accusés dans la recherche de solutions : l'amélioration des structures de santé, la recherche,...
- Ce plan IV ne présente toujours rien sur d'éventuelles responsabilités ou procédures judiciaires
- Ce plan ne doit pas éluder les responsabilités de chacun dans ce scandale au risque de créer des incompréhensions, voire des conflits
- Ce 4ème plan comme les 3 premiers ne consacre aucune ligne à la responsabilité et à la réparation
- Condamner les responsables politiques ayant participé à ce désastre comme pour le sang contaminé

Points de vigilance

- Ajouter une proposition en faveur d'une incitation au dépistage du cancer de la prostate à destination de la population masculine qui nécessite un véritable travail de "contextualisation" d'ordre sociologique et psychologique pour que le message soit efficace
- Cette consultation destinée au grand public doit être plus adaptée à tous
- Trop de sigles et un peu plus de pédagogie pour un public non scientifique

FOCUS - GOUVERNANCE ET BUDGET

PARTICIPANTS GUADELOUPE ET MARTINIQUE

Arguments CONTRE

- Aucun budget n'est prévu au profit de la réparation psychologique et juridique de cette pollution
- Absence de contributions des pollueurs dans le projet budgétaire

Conditions de mise en oeuvre

- **Communiquer plus précisément sur la répartition précise du budget ainsi que les résultats des actions menées :**
 - Création d'un site dédié qui permettrait de suivre les évolutions du plan : Qui fait quoi ? Quelle dépense pour quoi?
- **Préciser le financement du plan :**
 - Le financement du plan ne devrait pas être uniquement assuré par des fonds publics ou par les contribuables
 - Prévoir une participation significative des utilisateurs responsables qui pourrait financer de manière pérenne des actions en faveur des descendants des victimes
 - Une taxe additionnelle et spécifique devrait être ajoutée sur les produits phytosanitaires pour financer les conséquences de la chlordécone
 - Il serait nécessaire de faire un bilan financier des 3 premiers plans avant d'attribuer ces enveloppes